



Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-mdipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Dans un cri du coeur, Nicolas Hulot réclamait en mars dernier un "sursaut d'indignation" aux parlementaires pour défendre la faune et la flore et appelait à la mobilisation collective. Le ministre d'État a présenté, quelques semaines plus tard, les grands axes du futur plan Biodiversité 2020, et à lancé une [consultation en ligne du 18 mai au 10 juin](#) avant le lancement du plan en juillet.

Pour FNE les sonnettes d'alarme n'ont que trop retenti. Le dernier rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques comme les indicateurs [1] de l'Observatoire national de la biodiversité montrent que la sixième extinction massive des espèces se passe partout et aussi ici, en France. Notre pays, situé dans 5 des 36 « points chauds » de biodiversité identifiés au niveau mondial et faisait partie des 18 pays abritant la biodiversité la plus riche, a besoin de (re)trouver une ambition sur l'enjeu biodiversité.

« Mais cet enjeu ne doit plus être le dossier du seul ministère de l'Écologie. Il doit être porté pleinement par les ministères en charge de l'Agriculture, de l'Industrie ou encore des Transports. En somme, l'ensemble de l'action publique » met en garde Jean France Nature Environnement, il sera en capacité de sures mais elles seront iné-

En sus d'une mobilisation quête de la biodiversité mentaires, ce qui est faible. France Nature Envi-

supprimer les aides publiques dommageables à la biodiversité et de réorienter les économies dégagées au soutien des comportements vertueux. Des actions concrètes, opérationnelles et transversales, de court et moyen termes sont également attendues. Ces mesures devront également être appuyées par l'investissement des collectivités territoriales, notamment des régions dans le cadre de leur compétence biodiversité et à l'occasion du déploiement la « trame verte et bleue » et de son intégration dans les documents d'urbanisme.



-David Abel, vice-président de ment. « Si Nicolas Hulot reste mettre en place quelques inevitably insuffisantes ».

interministérielle, la recon- nécessite des crédits supplé- sable sans creuser la dette pu- ronnement recommande de

[1] Voir notamment les indicateurs suivants : [déclin des oiseaux](#), [déclin des chauves-souris](#), [baisse des pontes de tortues marines dans les territoires ultramarins](#), [évolution des surfaces de grands espaces toujours en herbe](#), [évolution des milieux naturels dans les secteurs de nature remarquable](#) et [principal milieu naturel métropolitain détruit par artificialisation](#).

Revue de presse

ZOOM sur le manque d'eau douce dans le monde

« Jour zéro » : du Cap à São Paulo, les grandes villes face à la pénurie d'eau—La deuxième ville d'Afrique du Sud à sec le 19 août prochain ? Avec l'officialisation d'un compte à rebours, la municipalité du Cap a voulu souligner l'imminence de l'interruption de la fourniture d'eau à domicile pour ses 3,7 millions d'habitants. Et depuis que la BBC a surenchéri en publiant sur son site Internet une liste de 11 villes qui seraient condamnées à plus ou moins brève échéance au même sort, un vent de catastrophisme souffle dans les médias. On semble redécouvrir que la fourniture d'eau au robinet ne va pas de soi ! (theconversation.com—29/04/2018)

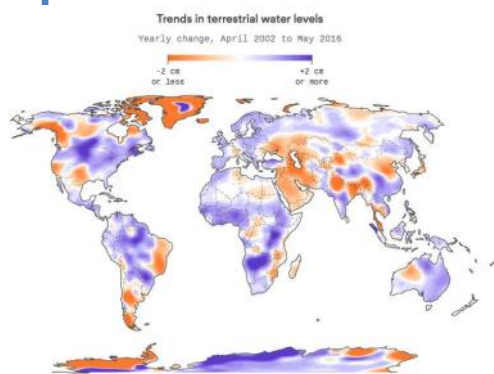


L'Espagne aura de plus en plus soif—De nombreuses villes et villages ont dû réduire leur consommation d'eau l'été et l'automne derniers. Mais l'agriculture et le tourisme, deux activités importantes, sont gourmandes en eau. Sur les dix bassins européens souffrant d'un « stress hydraulique » élevé, sept sont en Espagne. « On résout toujours le problème de l'eau en Espagne du côté de l'offre, mais le modèle est tout simplement épuisé ». (la-croix.com—29/04/2018)

Y aura-t-il toujours de l'eau au robinet ? - Les événements au Cap, en Afrique du Sud, l'ont montré : même les grandes agglomérations ne sont pas à l'abri de la coupure d'eau généralisée. Réchauffement climatique, pression démographique, pollution : les villes se trouvent confrontées à un défi majeur. Certes, les usages domestiques sont cruciaux mais, au niveau mondial, ils ne représentent que 8 % des prélèvements d'eau, derrière l'industrie (22 %) et, surtout, l'agriculture (70 %). L'humanité utilise plus d'eau pour se nourrir que pour boire. la France subira, comme d'autres contrées, les conséquences du réchauffement climatique. Comment favoriser les économies d'eau ? Par la réglementation, la tarification, la sensibilisation et baisser la consommation de viande constitue également un enjeu clé. Multiplier les sources d'approvisionnement : le dessalement de l'eau de mer ou des eaux souterraines saumâtres, la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation. (la-croix.com—29/04/2018)



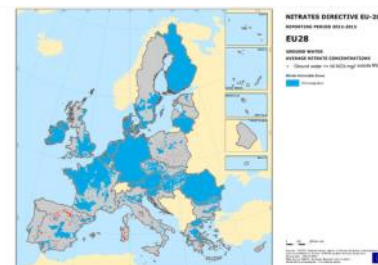
Eau douce : la première carte mondiale des ressources menacées—Des observations satellite effectuées par la Nasa révèlent les régions du monde qui ont vu leurs réserves d'eau douce diminuer ou augmenter au cours des 15 dernières années. Le cycle de l'eau étant fermé, la Terre, dans son ensemble, ne souffre pas de manque d'eau. En revanche, la répartition de cette dernière a largement été modifiée au cours des 14 dernières années. Le changement climatique, les cycles naturels et les activités humaines sont les facteurs en cause. (futura-sciences.com—21/05/2018)





Des filtres plantés de roseaux pour traiter les rejets urbains des temps de pluie—Les eaux rejetées en milieu urbain par temps de pluie constituent une préoccupation grandissante en raison de la pollution supplémentaire qu'elles représentent. Expert historique des procédés d'épuration à base de filtres plantés de végétaux, Irstea contribue, à travers le projet Adepté, à la mise en place d'une filière optimisée et opérationnelle pour le traitement de ces eaux urbaines de temps de pluie. Une option efficace et économe qui intéresse déjà les collectivités. (irstea.fr—02/05/2018)

Nitrates : un bilan européen en demi-teinte—Alors que l'Europe publie son rapport sur l'évolution entre 2012 et 2015 de la protection des eaux contre la pollution causée par les nitrates issue de sources agricoles, les Côtes d'Armor continuent de batailler contre les algues vertes. (journaldelenvironnement.net—09/05/2018)



Map A. Area designated as Nitrate Vulnerable Zone and groundwater monitoring stations with average nitrates concentrations above 50mg/L outside NVZ, period 2012-2015⁴.

À Vittel, Nestlé privatise la nappe phréatique—À Vittel, dans les Vosges, Nestlé Waters et les habitants pompent la même eau. La ressource se réduisant de façon préoccupante, les autorités locales veulent la faire venir des environs pour abreuver la population. La multinationale, elle, pourra continuer de puiser dans le sous-sol. (repor-terre.net—26/05/2018)



Energies renouvelables - Concessions hydrauliques : l'ouverture à la concurrence inquiète les élus—Des entreprises, syndicats et élus locaux attachés au caractère public des aménagements hydrauliques haussent le ton contre la proposition faite par le gouvernement d'ouvrir par lots à la concurrence les concessions arrivant à échéance. La députée iséroise Marie-Noëlle Battistel en a fait son cheval de bataille. Alors qu'un accord est cherché avec Bruxelles, cette parlementaire, qui préside par ailleurs l'Association nationale des élus de la montagne (Anem), s'est exprimée sur le sujet le 30 mai en commission à l'Assemblée nationale. (caissedesdepotsdesterritoires.fr—31/05/2018)



Rivières intermittentes : leur rôle dans les émissions globales de CO2 démontré—Les cours d'eau intermittents se révèlent peu à peu occuper une place à part entière, tant dans le fonctionnement des réseaux hydrologiques, qu'en termes de biodiversité et de services écosystémiques qu'ils représentent. Initié à Irstea, le projet de recherche participative « 1000 rivières intermittentes » en fournit une nouvelle preuve en montrant le rôle substantiel de ces rivières dans les émissions globales de dioxyde de carbone (CO2). De quoi alimenter les études sur le changement climatique largement favorisé par les émissions de CO2. Ces résultats sont publiés dans la revue Nature Geoscience. (irstea.fr—24/05/2018)



La Commission européenne veut interdire cinq produits plastique à usage unique—L'exécutif européen a présenté un projet de directive prévoyant d'interdire cinq catégories de produits à usage unique source de pollution des océans par les plastiques. D'autres produits devront faire l'objet de politique de prévention et d'information. "Pour la première fois, l'Union européenne propose une législation qui vise principalement à réduire à la source les déchets plastique", se satisfait l'ONG Zero Waste, expliquant que "ce changement de stratégie est positif, car pour le plastique, raisonner uniquement en termes de recyclage ne suffit pas". (actu-environnement.com—28/05/2018)

Zoom sur l'avenir des Agences de l'eau



Qui veut la peau des agences de l'eau ? - La dernière loi de finances a été saignante pour les agences de l'eau avec 20% de leur budget prélevé au profit de l'Etat et d'autres opérateurs. A l'origine de cette ponction, Bercy aurait estimé que les agences sont assez riches pour payer le prix. 243 millions d'euros au profit de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), 37 millions d'euros pour l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), sans compter les 200 millions d'euros affectés aux

caisses de l'Etat. De quoi perturber leur programme d'investissement pour la préservation de l'eau. On en parle dans cette nouvelle émission avec Michel Dantin et Bernard Barraqué qui connaissent bien les agences de l'eau. ([actu-environnement—14/05/2018](http://actu-environnement-14/05/2018))



La Commission européenne va faciliter la réutilisation de l'eau en agriculture—La Commission européenne propose un règlement pour encadrer et faciliter la réutilisation de l'eau usée épurée pour l'irrigation agricole. Détails des dispositions présentées lundi 28 mai. ([actu-environnement.com—29/085/2018](http://actu-environnement.com-29/085/2018))

La qualité des eaux de baignade en Europe stagne—Le rapport européen sur la qualité des eaux de baignade indique que 96% des sites présentaient une qualité suffisante ou bonne en 2017 (contre 96,3% en 2016). L'objectif de 100% initialement prévu pour fin 2015 n'est décidément pas près d'être atteint. ([actu-environnement.com—30/05/2018](http://actu-environnement.com-30/05/2018))



ZOOM sur les Assises de l'eau



Assises de l'eau : l'AFB envisagée comme l'organisme dédié au grand cycle—L'Union nationale des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE) préconise un financement propre pour le grand cycle de l'eau, dont l'Agence française pour la biodiversité (AFB) assurerait la gestion. L'organisation professionnelle identifie aussi des ressources financières mobilisables pour le petit cycle. ([environnement-magazine.fr—11/05/2018](http://environnement-magazine.fr-11/05/2018))

Assises de l'eau : 64% des élus souhaitent un meilleur accompagnement de l'Etat—Le comité de pilotage mis en place dans le cadre des Assises de l'eau afin de relancer l'investissement dans les réseaux d'eau et d'assainissement s'est à nouveau réuni ce jeudi 31 mai. L'occasion de présenter les résultats de la consultations auprès des élus locaux, lancée le 2 mai dernier. ([environnement-magazine.fr—31/05/2018](http://environnement-magazine.fr-31/05/2018))



Documents – réglementation

Retours d'expérience des inondations - Propositions d'un dispositif d'organisation et d'un guide méthodologique—Le rapport du CGEDD de février 2017 portant sur les retours d'expérience au service de la stratégie nationale de gestion du risque inondation suggérait d'utiliser les retex pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation. A la suite, le directeur général de la prévention des risques a sollicité le CGEDD pour proposer un cahier des charges des retours d'expérience suite aux inondations de manière à mieux structurer la collecte des informations et sa capitalisation. [Télécharger le rapport.](#) (cgedd.developpement-durable.gouv.fr—30/04/2018)



Economies d'eau en irrigation (AEAG) : l'étude complète est disponible—Représentant près de 43% des prélèvements annuels et 68% des prélèvements en période d'étiage, l'irrigation est un usage de l'eau important sur le bassin Adour-Garonne. Constatant le manque de diagnostic partagé sur ce sujet, l'agence de l'eau a réalisé une étude qui effectue une analyse coût-efficacité des différentes actions d'économies d'eau, en intégrant la dimension économique des exploitations et des filières, afin d'identifier les gisements d'économies d'eau à l'échelle du bassin. L'étude se compose au total de 10 documents de synthèse des connaissances sur les actions étudiées, 20 diagnostics d'exploitations agricoles, un rapport sur la méthodologie, une synthèse à destination des acteurs de l'eau du bassin et une plaquette de vulgarisation destinée au grand public. [Télécharger l'étude](#)

Les échos du bassin

Concertation préalable du public sur le projet de SAGE Vallée de la Garonne—Lors de sa réunion du 4 avril 2018, le Bureau de la Commission Locale de l'Eau a voté à l'unanimité le lancement de la concertation préalable sur le projet de SAGE. Saisie volontairement par le Président de la CLE, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a nommé Madame Julie Dumont garante neutre et indépendante de cette concertation. Organisée en application des articles L.212-15-A et suivants du Code de l'environnement, la concertation préalable se déroule entre le 4 juin et le 2 juillet 2018. Les acteurs du territoire et le grand public sont invités à formuler leurs avis, propositions, questions en lien avec les objectifs et principales orientations du projet de SAGE. Le 12 juillet 2018, le Bureau de la CLE se réunira pour donner un avis et se saisir des enseignements de la concertation. [Participer à la concertation en ligne](#)



Suivis quantitatifs de la ressource en eau en Nouvelle-Aquitaine et bassin Adour Garonne—L'Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine a recensé les suivis quantitatifs touchant le territoire régional, accessibles en ligne, et propose d'y accéder à l'aide d'une carte et d'un tableau. [+ d'infos](#)





BASSIN
ADOUR-GARONNE

LUNDI 18 JUIN 2018
14H-16H30

À BOÉ (47)
ESPACE CULTUREL
FRANÇOIS MITTERRAND
(Sortie A62 n°7 Agen)

INVITATION



Financer les réseaux d'eau : des Assises pour des solutions nouvelles— Point de vue de Jean LAUNAY, coordinateur général des Assises de l'eau, président du Comité National de l'Eau et membre du Comité de bassin Adour Garonne. ([lignesdeau#85—mai2018](#))

+ [Assises de l'eau : le 18 juin sur le bassin Adour Garonne](#)



Forte mobilisation citoyenne en faveur de la biodiversité—Sensibiliser à la préservation de la biodiversité, restaurer la trame verte et bleue et restaurer les habitats d'espèces patrimoniales ; tels étaient les objectifs de l'appel à initiatives lancé par l'agence de l'eau en octobre 2016. Près de 200 projets ont été retenus, portés par une grande diversité de partenaires et répartis sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne. Certains de ces projets sont déjà réalisés et permettent de voir des premiers résultats. ([lignesdeau#85—mai2018](#))

> [Découvrir les vidéos des chantiers participatifs](#)

Un deuxième rapport sur le changement climatique en Nouvelle-

Aquitaine—Le comité scientifique régional sur le changement climatique en Nouvelle Aquitaine, [Acclimaterra](#), publie son 2ème rapport baptisé « Anticiper les changements climatiques en Nouvelle-Aquitaine. Pour agir dans les territoires ». Une journée de lancement est prévue le 1er juin 2018 à La Rochelle, avec les 240 contributeurs ayant participé. Parmi les thématiques traitées : qualité des milieux naturels, disponibilité de l'eau et changement climatique, modifications physiques du littoral, zones humides. ([lignesdeau#85—mai2018](#))



Séparation des micropolluants à la source : donnez votre avis—Le projet de « Séparation des Micropolluants à la Source » (SMS) vise à séparer à la source, nos eaux usées (urine / eaux grises et noires) afin d'en faire un traitement différencié pour réduire leur impact écotoxicologique. Vous pouvez donner votre avis et participer au projet en répondant à l'enquête en ligne.

([lignesdeau#85—mai2018](#))

La vie du réseau

Intérêt général—Jeudi 30 mai, Surfrider Foundation Europe organisait une conférence pour questionner la rentabilité de l'intérêt général et les enjeux de transformations économiques des acteurs de la protection de l'environnement, du social et de la solidarité. Cette conférence est visible en ligne [ICI](#)

Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr

CONFÉRENCE

UN INTÉRÊT GÉNÉRAL RENTABLE

LES ACTEURS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SOLIDARITÉ PEUVENT-ILS ÊTRE BANKABLE ?



MERCREDI 30 MAI 2018 À 18H30
SURFRIDER CAMPUS, 33 ALLÉE DU MOURA, 64200 BIARRITZ.
ENTRÉE LIBRE



Régime (trop) draconien pour les ambitions du projet de loi agriculture et alimentation

— Depuis le début de l'année, plusieurs chantiers se sont ouverts dans la suite des Etats Généraux de l'Alimentation (EGA) : projet de loi, plans de filières et plans thématiques. Alors que le projet de loi agriculture et alimentation est sur le point d'être discuté dans l'hémicycle à l'Assemblée nationale mardi 22 mai, les organisations membres de la plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire, dont **France Nature Environnement** fait partie, alertent sur la stratégie agricole et alimentaire française qui semble se dessiner. [Lire le communiqué du 16 mai](#)

L'Assemblée Nationale arrose de pesticides la loi alimentation - Le ministre et la majorité sont passés à côté de mesures fortes pour protéger la santé de nos citoyens, protéger la biodiversité et impulser la transition vers l'agroécologie de notre agriculture. Le point d'orgue de cette cacophonie législative a été la thématique des pesticides. Le gouvernement dit puis se contredit : l'interdiction du glyphosate, à laquelle s'était engagé le Président, reste en suspens aux dépens de la santé des citoyens. Autre demande forte de France Nature Environnement : l'interdiction d'épandage de pesticides près des zones d'habitation. Le ministre de l'Agriculture s'y était engagé devant les acteurs agricoles et les ONG... Avant de renoncer à son propre amendement. [Lire le communiqué du 30 mai](#)



Agenda

- * **Le Vernet d'Ariège (09)** - Formation « Intervenir sur la « nouvelle cartographie des cours d'eau » en Ariège et en Occitanie », [7 et 8 juin](#), organisée par APRA le Chabot. [Programme et inscription](#).
- * **Merville (31)** - Le Ramier de Bigorre fête ces 30 ans de gestion, [16 juin](#), organisé par Nature Midi-Pyrénées. [Programme](#).
- * **Boé (47)** - Assises de l'eau bassin Adour Garonne : Etat des lieux et pistes pour les réseaux et services de l'eau et d'assainissement, [18 juin](#), organisées par l'Agence de l'eau Adour Garonne. [Programme et inscription](#).
- * **Fourques sur Garonne (47)** - Séminaire de concertation préalable sur le projet de SAGE Vallée de la Garonne, [28 juin](#), organisé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE GVallée de la Garonne. Mairie, de 9h30 à 16h.
- * **Toulouse (31)** - Les jeudis de la Garonne : réunion d'échange autour de la gestion du site Natura 2000 de la Garonne et de La Pique, [28 juin](#), organisé par la CATeZH Garonne—Nature Midi-Pyrénées. [Plus d'infos](#).
- * **Toulouse (31)** - Formation « Connaitre les outils et ressources cartographiques en ligne et leur utilisation possible pour les APNE », [30 juin](#), organisée par FNE Midi-Pyrénées. [Programme et inscription](#).

